

“Nous allons investir davantage dans la production locale”

Un Belge venu de Flandre

Treize ans. En mars 2002, Philippe Delusinne quittait le monde de la pub pour rallier RTL-TVI (situé, à l'époque, avenue Ariane à Woluwe-Saint-Lambert). A l'époque, il avait été présenté à la tête de la RTBF. C'est finalement Jean-Paul Philippot qui rallia le boulevard Reyers. Tous les deux étaient étiquetés PS. Philippe Delusinne revendique tout au plus l'étiquette de progressiste... *“Ma vision de la société est très simple: assurer la santé, l'éducation, la culture et l'éducation pour toutes les composantes de la société. Par ailleurs, il faut récompenser les gens qui entreprennent.”*

Philippe Delusinne est né en Flandre, à Renaix plus précisément, en avril 1957. Il est marié à une Limbourgeoise et vit à Beersel. Mais son éducation et sa culture sont francophones. *“Je me sens très belge et je suis un belge assumé! La Belgique est un pays extraordinaire qui a tout intérêt à garder ses forces les plus unies possibles.”* Belge et assez mondain (c'est un habitué des pages “people” de la presse magazine). Il passe ses week-ends à Knokke. Tous les samedis matin, à 8h45, il croise un certain Albert Frère au golf du Zoute. *“C'est un homme d'une parole, d'une discrétion, d'une droiture exceptionnelle. J'ai un grand respect pour son parcours.”*

Habitué des grandes manifestations culturelles et président de La Monnaie, on imagine parfois Philippe Delusinne se pincer le nez, ou détourner le regard, en découvrant certains programmes “made in RTL”. Il gère RTL Belgium sans le moindre état d'âme, avec la volonté de faire de la radio-télé populaire et de satisfaire ses actionnaires luxembourgeois.

Compte-il rester encore longtemps à la tête de RTL Belgique? *“A discrétion. Je n'ai pas de mandat”*, répond-il avec un large sourire.

“Les ambitions de RTL en Flandre sont intactes”

**Entretien Pierre-François Lovens
et Vincent Slits**

Ces dernières années, RTL Belgique a dégagé des résultats financiers très stables. Votre vie d'administrateur délégué est un long fleuve tranquille ?

Pas vraiment (sourire). Quand j'ai été nommé, en 2002, l'entreprise faisait de l'ordre de 18-19 millions d'euros d'Ebita (bénéfice d'exploitation). Depuis quatre ans, nous en sommes à 45-46 millions, ce qui est un résultat remarquable au niveau du groupe RTL si on s'en tient à l'Ebita per capita. En 2015, nous devrions être à nouveau sur les bases d'un résultat d'exploitation de l'ordre de 46 millions d'euros, comme en 2014. Mais nous avons entamé une réflexion sur notre “business model”. A l'automne dernier, j'ai soumis une vision à l'horizon de 2018. Devant le conseil d'administration de RTL Group, j'ai utilisé l'expression de “refuel the engine”, ce qu'on pourrait traduire littéralement par “remettre du carburant dans le moteur”.

RTL Belgique risque la panne ?

Non, mais dans un univers audiovisuel de plus en plus fragmenté, nous avons besoin, plus que jamais, de contenus de proximité. Les grandes séries américaines, qui ont été une corne d'abondance pendant de nombreuses années, sont en train de s'essouffler. Les grands formats de divertissement montrent aussi des signes d'essoufflement. Pour maintenir nos fortes audiences, RTL Belgique va devoir compenser par un investissement dans des productions propres, plus locales, ce qui représente un coût. Notre “business model” va donc évoluer. On va se rapprocher davantage du modèle des chaînes privées flamandes.

La proximité passe notamment par l'information (journaux télévisés et magazines). En 2014, l'écart s'est réduit avec la RTBF. Si vous regardez nos résultats depuis le début de l'année, ce n'est pas exact.

Notre refonte de l'info, qui a été l'aboutissement d'un tout gros chantier, nous a déjà permis de recréer l'écart avec la RTBF en l'espace de deux mois. Lors des événements dramatiques de janvier, à Paris, on a été systématiquement devant la RTBF et les chaînes françaises. On a prouvé que nous restions la référence de l'info pour tous les publics. Le “news” reste la pierre angulaire de nos grilles de programmes.

Pourquoi est-ce si important, pour RTL, d'avoir le leadership de l'info ?

Parce que le Belge est un gros consommateur d'infos. C'est par les “news” qu'on capte les téléspectateurs et qu'on les fidélise sur les autres genres (divertissement, fiction...).

Si on prend l'ensemble des audiences de 2014, la RTBF a tout de même gagné du terrain ?

Sur les 18-54 ans et la tranche 17-23h, c'est-à-dire ce qui préoccupe en priorité un groupe comme RTL, on a fait 35,2 % de part d'audiences en 2014, avec nos trois chaînes de télé, contre 20,5 % pour la RTBF. Et j'y intègre, bien entendu, l'effet “Coupe du monde” qui nous a fait perdre plus d'un point par rapport à 2013. En Europe, vous ne trouverez pas un seul marché avec un tel écart.

Outre les Diables rouges, “The Voice” vous fait de l'ombre depuis quatre saisons. Vous ne trouvez pas la parade : “Got Talent” et “Rising Star” ont été des échecs. C'est une frustration pour une chaîne qui aime le direct et le divertissement populaire ?

On nous donne le privilège d'avoir toujours été devant la RTBF sur tous les terrains. Vous savez, RTL Belgium em-

ploie 700 à 800 personnes qui font du très bon travail. En face de nous, il y a 2 000 personnes qui font également leur travail. Il est normal que, de temps en temps, ils soient devant nous. La RTBF a pu investir près de 2 millions d'euros dans le format "The Voice". Tant mieux, même si le format et la qualité s'es-soufflent.

C'était votre idée d'aller rechercher Jean-Claude Defossé?

Non. Mais je trouve que c'est une bonne idée.

Sa première émission sur

l'échec de l'intégration a été très critiquée...

Moi, je l'ai trouvée équilibrée. En plus, elle a fait plus de 600 000 téléspectateurs. On a un contrat d'un an et nous ferons un bilan en fin d'année.

RTL a-t-elle encore des ambitions en Flandre?

Nos ambitions en Flandre sont intactes, mais il faut une opportunité. Donc, oui, la Flandre nous intéresse, et, non, il n'y a rien d'ouvert aujourd'hui. Et si l'on va en Flandre, cela ne se fera qu'en accord avec un partenaire local car créer RTL Flandre à partir de rien n'a aucun sens. S'il n'y a pas de place pour trois opérateurs en Belgique francophone, il n'y a pas de place pour quatre opérateurs en Flandre.

Epingle

"Concurrence déloyale"

RTBF. Que pense le patron de RTL Belgique du nouveau contrat de gestion de la RTBF (qui lui donne notamment accès à de nouvelles formes de publicité)? La réponse de l'intéressé fuse: "Il y a une certaine facilité à dire, en même temps, que la RTBF a moins de moyens publics mais qu'elle peut les récupérer sur le marché publicitaire. La concurrence doit rester loyale. Je suis prêt à me battre contre n'importe qui, mais avec les mêmes armes." Et d'ajouter: "Quelqu'un qui touche des subsides énormes et qui a

accès à la publicité en plus, sans limites et sans contraintes, cela rend les choses un peu compliquées. En 2014, RTL a réalisé une bonne performance avec 35% d'audiences et en employant 700 à 800 personnes. Je sais que Jean-Paul Philippot (NdlR: administrateur général de la RTBF) a fait beaucoup d'efforts pour réduire ses effectifs, mais je ne suis pas sûr que 2 000 personnes travaillent tous les jours à 100% de leurs capacités pour faire 20% d'audience."

Diables Rouges. Le parcours des Diables Rouges au Brésil a-t-il été un cauchemar pour RTL? "On savait que ce serait difficile, mais cela a été pire que prévu. Nos audiences ont été

plombées durant un mois et demi. Malgré cela, les téléspectateurs sont revenus chez nous dès que la Coupe du monde fut terminée", répond Philippe Delusinne. De quoi inciter le groupe privé à tenter de récupérer, à terme, les contrats de la Coupe du monde et de l'Euro? "Non, on ne se battra pas avec la RTBF pour acquérir ces droits. Une des clés de notre succès, c'est le fait d'évoluer sur une autoroute très stable, ce qui convient à notre public et aux annonceurs. Déformater nos grilles de programmes durant un mois et demi serait très compliqué. Mais le foot nous intéresse. On a d'ailleurs prolongé nos contrats sur la Champions League et l'Europa League avec l'UEFA."

"Nous restons la référence de l'info pour tous les publics. Le "news", c'est la pierre angulaire de nos grilles de programmes."

PHILIPPE DELUSINNE

CEO de RTL Belgium.

“Ce n’est pas la fin du modèle actuel”

■ Pour M. Delusinne, il est impossible de prédire les bouleversements à dix ans et plus.

La télévision linéaire, avec des programmes à heures fixes, existera-t-elle encore d’ici dix ou quinze ans ?

Personne ne peut dire à plus de cinq ans ce qui va se passer dans le secteur. Quand je suis arrivé, il y a 13 ans, à la tête de RTL Belgique, on m’a dit: “Attention, la télé, tu vas voir...” Pourtant, la durée de vision quotidienne de la télévision progresse encore aujourd’hui en Europe. Ce qui a changé, c’est qu’avant, la télé était un objet sacralisé. Puis, il y a eu deux écrans dans la maison, puis trois. Aujourd’hui, on regarde la télévision avec une tablette dans une main, un téléphone portable dans l’autre. Mais il y a encore des moments où on a envie d’être au rendez-vous d’une émission, d’un JT. Est-ce que cela durera encore comme cela 20 ou 30 ans ? Je n’en sais rien. Mais dire que nous vivons la fin du modèle actuel, je ne le pense pas non plus. Tant que Thierry Geerts (Ndlr: patron de Google Belgique) n’aura pas 140 journalistes qui colleront à l’actualité, il ne sera pas un vrai concurrent pour moi. Et tant que Netflix proposera des films en rediffusion, ce ne sera pas non plus un concurrent.

Quelle est la moyenne d’âge de vos téléspectateurs ?

Elle se situe entre 42 et 44 ans, soit 5 ans de moins que celle de la RTBF.

Que faites-vous pour attirer des téléspectateurs plus jeunes qui consomment différemment les médias ?

Nous sommes déjà présents sur les tablettes, les applications mobiles. Quand on regarde un match de foot sur RTL, on peut voir une action de jeu sous différents angles différents grâce à Connect. On aurait pu se dire de façon binaire: la modernité on s’en méfie, on reste sur notre modèle que l’on protège au maximum. On a pris l’option d’accompagner le changement technologique en renforçant nos fondamentaux, comme la proximité. Mais pour un marché de la taille de la Belgique, la rentabilité économique de ces nouveaux développements technologiques n’est pas encore là. Le piratage est un autre aspect du problème. Il est possible aujourd’hui – même si la qualité est discutable – de voir des matchs de foot sur des sites illégaux. Vous croyez que l’on ne va pas lutter contre cela ? Il faut absolument continuer à avoir plus de législation en Europe, notamment pour des “entrants” comme YouTube, Google et autres qui font ce qu’ils veulent.

Vous êtes demandeur qu’un Netflix respecte un certain nombre d’engagements,

y compris financiers ?

Evidemment.

Une des solutions pour contrer un Netflix ne serait-elle pas de créer une plate-forme de VOD (paiement à la demande) entre les médias francophones belges ?

On en discute. C’est une stratégie qui a du sens, mais il faut que tout le monde soit d’accord. Ce n’est pas encore mûr.

Le monde politique belge est-il trop complaisant par rapport à ces nouveaux opérateurs qui n’ont pas les mêmes contraintes que les opérateurs historiques ?

Les législations nationales et les directives européennes ne sont pas adaptées et n’ont pas assez anticipé le bouleversement dans le monde audiovisuel. J’ai un jour dit à Neelie Kroes (Ndlr: ancienne commissaire européenne à la concurrence): “Que se passera-t-il quand des entreprises privées comme la nôtre ne feront plus de JT, de news ?” Nous avons une contribution citoyenne. Si, demain, Google débarque en Belgique, ils ne vont pas engager 50 journalistes. Une télévision a un rôle important sur le plan démocratique. On vient de le vivre cruellement avec RTL en Hongrie où le pouvoir politique a fait main basse sur la communication audiovisuelle. Et pour que le secteur privé puisse subsister, il doit être économiquement viable.

“Tant que le patron de Google Belgique n’aura pas 140 journalistes qui colleront à l’actualité, il ne sera pas un vrai concurrent pour moi.”

PHILIPPE DELUSINNE

Pour le CEO de RTL Belgium, les législations en Europe n’ont pas assez anticipé les bouleversements du secteur.

Kubla & C° : “Lamentable!”

■ Le patron de RTL défend, par ailleurs, la culture, touchée par des mesures d'économies.

Comment avez-vous vécu l'entrée de la N-VA au sein du gouvernement fédéral?

Je n'ai pas à penser grand-chose... La démocratie a parlé: une coalition s'est mise en place avec un gouvernement qui a une majorité au Parlement. La N-VA – à part les incidents liés aux propos sur la collaboration au début de ce gouvernement – a l'air d'avoir mis au frigo ses revendications communautaires et travaille dans une logique de gouvernement. Mais je n'ai pas à commenter, à trouver cela bien ou pas bien.

Les budgets des institutions culturelles fédérales sont tout de même sous forte pression. En tant que président de La Monnaie, à Bruxelles, c'est l'un de vos combats...

Didier Reynders a la compétence sur les trois institutions culturelles fédérales qui existent encore: l'Orchestre national, les Beaux-Arts et La Monnaie. Il a fait un travail remarquable dans ce domaine et a très bien compris qu'il fallait défendre ces grandes institutions. Pour les

musées royaux, c'est un autre débat, qui est beaucoup plus politisé. La secrétaire d'Etat Elke Sleurs (N-VA) est dans une idéologie de vouloir “désosser” les musées bruxellois pour mettre le patrimoine muséal de la Belgique à la disposition du public là où on peut l'accueillir, à Gand, Louvain, Malines, Anvers ou Liège. Cela me dérange terriblement parce que l'on ne dispose pas de l'argent nécessaire pour mettre nos musées dans l'état dans lequel ils mériteraient de l'être. Dans une société émancipée, il faut se battre pour conserver l'éducation, la santé, la sécurité et la culture.

Quelles seront, en fin de compte, les économies à réaliser à La Monnaie?

On avait reçu une circulaire un peu froide du gouvernement nous demandant des économies insupportables. Peter de Caluwe (NdLR: le directeur général de La Monnaie) a pris la tête d'une fronde. Didier Reynders a obtenu une réduction de ces économies, qui restent très fortes mais qui sont maintenant supportables. On est toujours au régime sec, mais on n'est pas à l'agonie, ce qui était le cas avec la première circulaire.

Que pensez-vous de l'affaire Kubla?

Je n'ai aucun avis sur l'affaire d'un point

de vue juridique. Est-ce que l'on peut avoir une société à Malte si on paie 5 % d'impôts? Si c'est la législation, que voulez-vous que je vous dise... Mais, sur le plan éthique, c'est lamentable. Quand on est “primus inter pares”, choisi par les siens pour les représenter, qu'on se vante d'être un grand ministre de l'Economie de la Région wallonne, qu'on est bourgmestre d'une commune, toute cette affaire est pathétique.

Et le cas Armand De Decker? Devait-il défendre les intérêts d'un Chodiev?

Ce n'est pas le fait d'être l'avocat de quelqu'un d'infréquentable qui pose problème. Ici, en l'occurrence, les deux affaires touchent deux libéraux mais cela concerne d'autres partis aussi. Je pense que le monde politique gagnerait beaucoup – en plus de respecter les lois, ce qui est la moindre des choses – à avoir une éthique particulière et un sens de la pudeur et de l'honneur qui se perd beaucoup aujourd'hui.

De Decker a-t-il manqué à son honneur?

Qu'est-ce qu'il a vendu? Sa compétence d'avocat ou bien son influence? Je n'en sais rien, car je ne connais pas le dossier. Mais cet étalage est assez pathétique.

“Le monde politique gagnerait beaucoup – en plus de respecter les lois, ce qui est la moindre des choses – à avoir une éthique particulière et un sens de la pudeur et de l'honneur qui se perd beaucoup aujourd'hui.”